



Guide du CCBE relatif à certains aspects de la directive sur les intermédiaires fiscaux (Directive modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal en rapport avec les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration)

19/10/2018

Les États membres sont parvenus le 13 mars 2018 à un accord sur une directive en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal en rapport avec les dispositifs transfrontaliers devant faire l'objet d'une déclaration. La directive, qui se présente comme une modification de la directive relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal (la DAC), instaure l'obligation pour les intermédiaires de déclarer les dispositifs de planification fiscale potentiellement agressifs et introduit les moyens dont disposent les administrations fiscales pour échanger des informations sur ces structures.

En vertu de la directive, la définition des intermédiaires est très vaste et comprend toute personne participant à la conception, la commercialisation, l'organisation ou la gestion de la mise en œuvre d'une opération transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration. En outre, les personnes qui apportent, directement ou indirectement, assistance ou conseil dans le cadre de l'arrangement relèveraient de la définition des intermédiaires. S'il n'existe pas d'intermédiaire parce qu'un contribuable conçoit et met en œuvre un dispositif en interne, ou parce que l'intermédiaire ne se trouve pas dans l'UE, ou qu'il bénéficie du secret professionnel, l'obligation de déclaration incombe alors au contribuable qui utilise le dispositif.

À l'entrée en vigueur de la directive, les intermédiaires fiscaux qui fournissent à leurs clients des dispositifs financiers transfrontaliers complexes susceptibles de les aider à éviter l'impôt sont tenus de déclarer ces structures à leurs autorités fiscales. À leur tour, les États membres de l'UE échangeront ces informations entre eux, ce qui renforcera le contrôle des activités des planificateurs et conseillers fiscaux. Les États membres seront tenus d'échanger automatiquement les informations qu'ils reçoivent par le biais d'une base de données centralisée. Les États membres seront tenus d'imposer des sanctions aux intermédiaires ne respectant pas les mesures de transparence.

La directive vise principalement à prévenir la planification fiscale agressive en permettant un contrôle accru des activités des intermédiaires fiscaux. La directive établit des « marqueurs » identifiant les types de dispositifs devant être déclarés aux autorités fiscales. L'obligation de déclarer un dispositif ne laisse pas entendre qu'il est dommageable, mais simplement qu'il est susceptible d'intéresser les autorités fiscales pour un examen plus approfondi. La proposition reflète largement l'action 12 du plan d'action 2013 de l'OCDE visant à prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices.

Arguments du CCBE

Le texte final risque d'entraîner un certain nombre de difficultés en ce qui concerne :

- I. les marqueurs ;
- II. le secret professionnel ;
- III. l'effet rétroactif.

Il serait utile que les délégations du CCBE se familiarisent à ces questions.

I – Marqueurs

La directive établit des « marqueurs » permettant d'identifier les types de dispositifs à déclarer aux autorités fiscales. Les dispositions concernant les marqueurs sont reprises à l'annexe I du présent document.

Observations du CCBE :

- (a) La description du marqueur prévoit qu'il suffit que l'avantage fiscal soit « *l'un des avantages principaux* ». Il ne semble pas s'agir d'une exigence proportionnée car il semble contradictoire que l'avantage fiscal ne doive pas être « *l'avantage principal* » lorsqu'il s'agit de lutter contre l'évasion fiscale.
- (b) Les dispositions entraînent également des incertitudes quant à l'utilisation de « *l'un des avantages principaux* », ne répondant donc pas aux exigences générales selon lesquelles les lois doivent être claires et certaines.
- (c) L'utilisation de « *peut raisonnablement s'attendre à retirer* » dans l'expression « *peut raisonnablement s'attendre à retirer d'un dispositif (...) est l'obtention d'un avantage fiscal* » est très difficile à prouver.
- (d) Il est important de noter en ce qui concerne les marqueurs que la divulgation sera exigée en cas de transactions transfrontalières pouvant impliquer des allégations de services ou de biens mis à prix ou de substance économique inadéquate dans une juridiction donnée (« prix de transfert »). Dans ce cas, le marqueur doit être déclaré lorsqu'il existe un « *dispositif faisant intervenir une chaîne de propriété formelle ou effective non transparente* » par le recours à des personnes, des constructions juridiques ou des structures qui n'exercent pas « *une activité économique substantielle s'appuyant sur des effectifs, des équipements, des ressources et des locaux suffisants* ». Il sera difficile pour les intermédiaires juridiques de se forger une opinion sur ces questions sans réaliser ce qui peut s'avérer être une analyse considérable d'un dispositif dont ils ne connaissent peut-être qu'une partie.
- (e) Il en va de même pour le marqueur relatif à « *Un dispositif mettant en jeu un transfert transfrontière de fonctions et/ou de risques et/ou d'actifs au sein du groupe, si le bénéfice avant intérêts et impôts (BAII) annuel prévu, dans les trois ans suivant le transfert, du ou des cédants, est inférieur à 50 % du BAII annuel prévu de ce cédant ou de ces cédants si le transfert n'avait pas été effectué* ». Ces questions peuvent tout simplement ne pas être connues de l'intermédiaire.

II – Dispense d'obligation et secret professionnel

Le CCBE renvoie à l'utilisation de « peut » à l'article 8 bis ter paragraphe (5) (voir l'annexe II du présent document) :

5. Chaque État membre peut prendre les mesures nécessaires pour accorder aux intermédiaires le droit d'être dispensés de l'obligation de fournir des informations concernant un dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration lorsque l'obligation de déclaration serait contraire au secret professionnel applicable en vertu du droit national dudit État membre. En pareil cas, chaque État membre prend les mesures nécessaires pour que les intermédiaires soient tenus de notifier sans retard à tout autre intermédiaire, ou, en l'absence d'un tel intermédiaire, au contribuable concerné, les obligations de déclaration qui leur incombent en vertu du paragraphe 6.

Les intermédiaires ne peuvent avoir droit à une dispense en vertu du premier alinéa que dans la mesure où ils agissent dans les limites de la législation nationale pertinente qui définit leurs professions.

(a) Commentaire préliminaire

Le CCBE est particulièrement inquiet en raison de l'inclusion de l'obligation de l'avocat-intermédiaire d'informer un client de l'obligation de divulguer les dispositifs particuliers. La violation de toute obligation de l'intermédiaire relève, selon la formulation actuelle, du champ d'application des dispositions de la directive relatives aux sanctions. L'inclusion d'une obligation de notification par un avocat, qui peut mener à une sanction en cas de violation, porte atteinte à la protection accordée au secret professionnel dans d'autres dispositions de la directive. L'inclusion d'une telle obligation permettrait implicitement aux tiers (à savoir les autorités fiscales) de vérifier si un avocat s'est conformé à cette disposition, ce qui impliquerait probablement un examen de la correspondance entre le client et l'intermédiaire, ce qui aurait pour effet d'enfreindre le secret professionnel.

(b) Que signifie « peut » ?

Il est présumé que les États membres ont accepté l'emploi de ce terme en raison de la diversité des modalités d'application du secret professionnel dans les différents États membres de l'UE. Il se peut aussi que tous les avocats ne soient pas protégés dans leurs activités de conseil : par exemple, nous savons qu'au Danemark, en matière fiscale, les litiges relèvent du secret professionnel mais pas les activités de conseil.

La proposition initiale de la Commission prévoyait d'ailleurs, à titre d'information générale, que « *Chaque État membre doit prendre les mesures nécessaires pour accorder aux intermédiaires le droit d'être dispensés de l'obligation de fournir des informations concernant...* ». Le terme « *doit* » a été remplacé par « *peut* ».

Les délégations devront vérifier si la conception ou la mise en œuvre d'un dispositif bénéficie de la protection du secret professionnel. Telle est, de l'avis du comité Fiscalité du CCBE, l'explication possible de l'utilisation du terme « *peut* ».

En supposant que cette activité est protégée par le secret professionnel, la question est de savoir ce que signifie « *peut* ». Le comité Fiscalité du CCBE estime que, si le secret professionnel s'applique, l'intermédiaire doit avoir le droit d'être dispensé de l'obligation de fournir des informations concernant un dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration lorsque l'obligation de déclaration serait contraire au secret professionnel applicable en vertu du droit national dudit État membre.

(c) Obligation de fournir des informations

La disposition prévoit ce qui suit lorsque la dispense de l'obligation de fournir des informations est invoquée en raison du secret professionnel : « *En pareil cas, chaque État membre prend les mesures nécessaires pour que les intermédiaires soient tenus de notifier sans retard à tout autre intermédiaire, ou, en l'absence d'un tel intermédiaire, au contribuable concerné, les obligations de déclaration qui leur incombent en vertu du paragraphe 6.* »

Le CCBE est plutôt défavorable à l'idée qu'un avocat puisse être tenu de prouver, ou de conserver des preuves indiquant qu'il a bien informé le « *contribuable concerné* [de ses] *obligations de déclaration...* » étant donné que le fait de devoir divulguer des informations et de conserver des preuves de cette divulgation peut porter atteinte au secret professionnel.

En effet, selon le comité Fiscalité du CCBE, le document grâce auquel un avocat informe son client de l'existence d'une législation et explique la mesure dans laquelle la législation concerne le client, voire indique au contribuable s'il doit se conformer ou non à cette législation, constitue un avis qui relève du secret professionnel.

Idéalement, lors de la transposition de la directive, la législation nationale devrait simplement indiquer que lorsque l'intermédiaire est un avocat, la déclaration incombe au contribuable. Il est supposé que l'avocat a une obligation générale d'informer son client dans le cadre de son obligation globale et continue d'informer son client. Le CCBE sait que c'est de cette manière que la législation britannique sur la divulgation des stratagèmes d'évitement fiscal (DOTAS) est interprétée.

(d) Violation du secret professionnel et sanctions

La violation du secret professionnel constitue une infraction pénale dans de nombreux pays.

Les avocats ne sont pas tenus à la confidentialité dans certains cas et sous certaines conditions en ce qui concerne les déclarations dans le cadre de la lutte contre le blanchiment.

Le CCBE prie les délégations de vérifier que la législation relative au secret professionnel qui sera mise en place afin de mettre en œuvre la directive « DAC 6 » n'ira pas au-delà de ce qui a été mis en place à des fins de lutte contre le blanchiment étant donné que, selon le comité Fiscalité du CCBE, les dispositifs transfrontaliers potentiellement agressifs sont en toutes circonstances moins graves et dommageables que le blanchiment de capitaux.

(e) Que se passe-t-il si je ne respecte pas l'obligation d'informer le client ?

La question du non-respect de l'obligation d'informer le « *contribuable concerné* [de ses] *obligations de déclaration...* » peut poser d'autres problèmes à l'échelle nationale. Il a par exemple été indiqué qu'en Allemagne, l'obligation d'aviser le contribuable concerné et de divulguer aux autorités avoir avisé le contribuable concerné impliquerait d'effectuer une déclaration relative à soi-même lorsque l'on n'a pas informé le contribuable concerné, ce qui pourrait constituer une auto-incrimination.

III - Entrée en vigueur et rétroactivité (voir l'annexe III au présent document)

La directive est entrée en vigueur le 25 juin 2018 et les États membres ont jusqu'au 31 décembre 2019 pour la transposer dans leur législation nationale. Les nouvelles exigences en matière de déclaration s'appliqueront à compter du 1^{er} juillet 2020.

Il convient néanmoins de noter que, conformément à la directive, tout dispositif conclu à partir de la date d'entrée en vigueur de celle-ci (le 25 juin 2018) devra faire l'objet d'une déclaration avant le 31 août 2020. Par conséquent, tout dispositif conclu à compter du 25 juin 2018 doit être déclaré.

Concrètement, à partir du 25 juin 2018, les intermédiaires et leurs clients doivent contrôler tous les conseils fiscaux ayant une dimension transfrontalière et tous les conseils concernant les obligations de déclaration afin de s'assurer que toute future obligation de déclaration soit correctement remplie. Il est indispensable que les délégations du CCBE en prennent bonne note.

Bien que ce ne soit pas la première fois qu'une directive de l'UE comporte des effets rétroactifs dans le domaine de la lutte contre la fraude fiscale, il existe une question de droit concernant la compatibilité de cette rétroactivité effective avec le droit de l'UE. Les délégations sont invitées à évaluer dans quelle mesure l'entrée en vigueur d'une directive avant sa transposition par les États membres dans leur droit national est compatible avec le TFUE.

ANNEX

ANNEX to Point I “Hallmarks” – Extract from the Directive regarding Hallmarks

ANNEX IV

HALLMARKS

Part I. Main benefit test

Generic hallmarks under category A and specific hallmarks under category B and under points (b)(i), (c) and (d) of paragraph 1 of category C may only be taken into account where they fulfil the “main benefit test”.

That test will be satisfied if it can be established that the main benefit or one of the main benefits which, having regard to all relevant facts and circumstances, a person may reasonably expect to derive from an arrangement is the obtaining of a tax advantage.

In the context of hallmark under paragraph 1 of category C, the presence of conditions set out in points (b)(i), (c) or (d) of paragraph 1 of category C can not alone be a reason for concluding that an arrangement satisfies the main benefit test.

Part II. Categories of hallmarks

A. Generic hallmarks linked to the main benefit test

- 1. An arrangement where the relevant taxpayer or a participant in the arrangement undertakes to comply with a condition of confidentiality which may require them not to disclose how the arrangement could secure a tax advantage vis-à-vis other intermediaries or the tax authorities.*
- 2. An arrangement where the intermediary is entitled to receive a fee (or interest, remuneration for finance costs and other charges) for the arrangement and that fee is fixed by reference to: (a) the amount of the tax advantage derived from the arrangement; or (b) whether or not a tax advantage is actually derived from the arrangement. This would include an obligation on the intermediary to partially or fully refund the fees where the intended tax advantage derived from the arrangement was not partially or fully achieved.*
- 3. An arrangement that has substantially standardised documentation and/or structure and is available to more than one relevant taxpayer without a need to be substantially customised for implementation.*

B. Specific hallmarks linked to the main benefit test

- 1. An arrangement whereby a participant in the arrangement takes contrived steps which consist in acquiring a loss-making company, discontinuing the main activity of such company and using its losses in order to reduce its tax liability, including through a transfer of those losses to another jurisdiction or by the acceleration of the use of those losses.*
- 2. An arrangement that has the effect of converting income into capital, gifts or other categories of revenue which are taxed at a lower level or exempt from tax.*
- 3. An arrangement which includes circular transactions resulting in the round-tripping of funds, namely through involving interposed entities without other primary commercial function or transactions that offset or cancel each other or that have other similar features.*

C. Specific hallmarks related to cross-border transactions

- 1. An arrangement that involves deductible cross-border payments made between two or more associated enterprises where at least one of the following conditions occurs: (a) the recipient is not resident for tax purposes in any tax jurisdiction; (b) although the recipient is resident for tax purposes in a jurisdiction, that jurisdiction*

either: (i) does not impose any corporate tax or imposes corporate tax at the rate of zero or almost zero; or (ii) is included in a list of third-country jurisdictions which have been assessed by Member States collectively or within the framework of the OECD as being non-cooperative;

5.6.2018 L 139/11 Official Journal of the European Union EN

(c) the payment benefits from a full exemption from tax in the jurisdiction where the recipient is resident for tax purposes;

(d) the payment benefits from a preferential tax regime in the jurisdiction where the recipient is resident for tax purposes;

2. Deductions for the same depreciation on the asset are claimed in more than one jurisdiction.

3. Relief from double taxation in respect of the same item of income or capital is claimed in more than one jurisdiction.

4. There is an arrangement that includes transfers of assets and where there is a material difference in the amount being treated as payable in consideration for the assets in those jurisdictions involved.

D. Specific hallmarks concerning automatic exchange of information and beneficial ownership

1. An arrangement which may have the effect of undermining the reporting obligation under the laws implementing Union legislation or any equivalent agreements on the automatic exchange of Financial Account information, including agreements with third countries, or which takes advantage of the absence of such legislation or agreements. Such arrangements include at least the following:

(a) the use of an account, product or investment that is not, or purports not to be, a Financial Account, but has features that are substantially similar to those of a Financial Account;

(b) the transfer of Financial Accounts or assets to, or the use of jurisdictions that are not bound by the automatic exchange of Financial Account information with the State of residence of the relevant taxpayer;

(c) the reclassification of income and capital into products or payments that are not subject to the automatic exchange of Financial Account information;

(d) the transfer or conversion of a Financial Institution or a Financial Account or the assets therein into a Financial Institution or a Financial Account or assets not subject to reporting under the automatic exchange of Financial Account information;

(e) the use of legal entities, arrangements or structures that eliminate or purport to eliminate reporting of one or more Account Holders or Controlling Persons under the automatic exchange of Financial Account information;

(f) arrangements that undermine, or exploit weaknesses in, the due diligence procedures used by Financial Institutions to comply with their obligations to report Financial Account information, including the use of jurisdictions with inadequate or weak regimes of enforcement of anti-money-laundering legislation or with weak transparency requirements for legal persons or legal arrangements.

2. An arrangement involving a non-transparent legal or beneficial ownership chain with the use of persons, legal arrangements or structures:

(a) that do not carry on a substantive economic activity supported by adequate staff, equipment, assets and premises; and

(b) that are incorporated, managed, resident, controlled or established in any jurisdiction other than the jurisdiction of residence of one or more of the beneficial owners of the assets held by such persons, legal arrangements or structures; and

(c) where the beneficial owners of such persons, legal arrangements or structures, as defined in Directive (EU) 2015/849, are made unidentifiable.

E. Specific hallmarks concerning transfer pricing

- 1. An arrangement which involves the use of unilateral safe harbour rules.*
- 2. An arrangement involving the transfer of hard-to-value intangibles. The term "hard-to-value intangibles" covers intangibles or rights in intangibles for which, at the time of their transfer between associated enterprises:*

(a) no reliable comparables exist; and

5.6.2018 L 139/12 Official Journal of the European Union EN

(b) at the time the transaction was entered into, the projections of future cash flows or income expected to be derived from the transferred intangible, or the assumptions used in valuing the intangible are highly uncertain, making it difficult to predict the level of ultimate success of the intangible at the time of the transfer.

- 3. An arrangement involving an intragroup cross-border transfer of functions and/or risks and/or assets, if the projected annual earnings before interest and taxes (EBIT), during the three-year period after the transfer, of the transferor or transferors, are less than 50 % of the projected annual EBIT of such transferor or transferors if the transfer had not been made.'*

II: Waiver and professional privilege/professional secrecy

Recital (8)

To ensure the proper functioning of the internal market and to prevent loopholes in the

proposed framework of rules, the reporting obligation should be placed upon all actors that are usually involved in designing, marketing, organising or managing the implementation of a reportable cross-border transaction or a series of such transactions, as well as those who provide assistance or advice. It should not be ignored either that, in certain cases, the reporting obligation would not be enforceable upon an intermediary due to a legal professional privilege or where there is no intermediary because, for instance, the taxpayer designs and implements a scheme in-house. It would thus be crucial that, in such circumstances, tax authorities do not lose the opportunity to receive information about tax-related arrangements that are potentially linked to aggressive tax planning. It would therefore be necessary to shift the reporting obligation to the taxpayer who benefits from the arrangement in such cases

Article 8ab “Scope and conditions of mandatory automatic exchange of information on reportable cross-border arrangement” (see in particular paragraph 5 highlighted in bold)

1. Each Member State shall take the necessary measures to require intermediaries to file information that is within their knowledge, possession or control on reportable cross-border arrangements with the competent authorities within 30 days beginning:

(a) on the day after the reportable cross-border arrangement is made available for implementation; or

(b) on the day after the reportable cross-border arrangement is ready for implementation; or

(c) when the first step in the implementation of the reportable cross-border arrangement has been made,

whichever occurs first.

Notwithstanding the first subparagraph, intermediaries referred to in the second paragraph of point 21 of Article 3 shall also be required to file information within 30 days beginning on the day after they provided, directly or by means of other persons, aid, assistance or advice.

2. In the case of marketable arrangements, Member States shall take the necessary measures to require that a periodic report be made by the intermediary every 3 months providing an update which contains new reportable information as referred to in points (a), (d), (g) and (h) of paragraph 14 that has become available since the last report was filed.

3. Where the intermediary is liable to file information on reportable cross-border arrangements with the competent authorities of more than one Member State, such information shall be filed only in the Member State that features first in the list below:

(a) the Member State where the intermediary is resident for tax purposes;

(b) the Member State where the intermediary has a permanent establishment through which the services with respect to the arrangement are provided;

(c) the Member State which the intermediary is incorporated in or governed by the laws of;

(d) the Member State where the intermediary is registered with a professional association related to legal, taxation or consultancy services.

4. Where, pursuant to paragraph 3, there is a multiple reporting obligation, the intermediary shall be exempt from filing the information if it has proof, in accordance with national law, that the same information has been filed in another Member State.

5. Each Member State may take the necessary measures to give intermediaries the right to a waiver from filing information on a reportable cross-border arrangement where the reporting obligation would breach the legal

professional privilege under the national law of that Member State. In such circumstances, each Member State shall take the necessary measures to require intermediaries to notify, without delay, any other intermediary or, if there is no such intermediary, the relevant taxpayer of their reporting obligations under paragraph 6.

Intermediaries may only be entitled to a waiver under the first subparagraph to the extent that they operate within the limits of the relevant national laws that define their professions.

6. Each Member State shall take the necessary measures to require that, where there is no intermediary or the intermediary notifies the relevant taxpayer or another intermediary of the application of a waiver under paragraph 5, the obligation to file information on a reportable cross-border arrangement lie with the other notified intermediary, or, if there is no such intermediary, with the relevant taxpayer.

7. The relevant taxpayer with whom the reporting obligation lies shall file the information within 30 days, beginning on the day after the reportable cross-border arrangement is made available for implementation to that relevant taxpayer, or is ready for implementation by the relevant taxpayer, or when the first step in its implementation has been made in relation to the relevant taxpayer, whichever occurs first.

Where the relevant taxpayer has an obligation to file information on the reportable cross-border arrangement with the competent authorities of more than one Member State, such information shall be filed only with the competent authorities of the Member State that features first in the list below:

(a) the Member State where the relevant taxpayer is resident for tax purposes;

(b) the Member State where the relevant taxpayer has a permanent establishment benefiting from the arrangement;

(c) the Member State where the relevant taxpayer receives income or generates profits, although the relevant taxpayer is not resident for tax purposes and has no permanent establishment in any Member State;

(d) the Member State where the relevant taxpayer carries on an activity, although the relevant taxpayer is not resident for tax purposes and has no permanent establishment in any Member State.

8. Where, pursuant to paragraph 7, there is a multiple reporting obligation, the relevant taxpayer shall be exempt from filing the information if it has proof, in accordance with national law, that the same information has been filed in another Member State.

9. Each Member State shall take the necessary measures to require that, where there is more than one intermediary, the obligation to file information on the reportable cross-border arrangement lie with all intermediaries involved in the same reportable cross-border arrangement.

An intermediary shall be exempt from filing the information only to the extent that it has proof, in accordance with national law, that the same information referred to in paragraph 14 has already been filed by another intermediary.

10. Each Member State shall take the necessary measures to require that, where the reporting obligation lies with the relevant taxpayer and where there is more than one relevant taxpayer, the relevant taxpayer that is to file information in accordance with paragraph 6 be the one that features first in the list below:

(a) the relevant taxpayer that agreed the reportable cross-border arrangement with the intermediary;

(b) the relevant taxpayer that manages the implementation of the arrangement.

Any relevant taxpayer shall only be exempt from filing the information to the extent that it has proof, in accordance with national law, that the same information referred to in paragraph 14 has already been filed by another relevant taxpayer.

11. Each Member State may take the necessary measures to require that each relevant taxpayer file information about their use of the arrangement to the tax administration in each of the years for which they use it.

12. Each Member State shall take the necessary measures to require intermediaries and relevant taxpayers to file information on reportable cross-border arrangements the first step of which was implemented between the date of entry into force and the date of application of this Directive. Intermediaries and relevant taxpayers, as appropriate, shall file information on those reportable cross-border arrangements by 31 August 2020.

13. The competent authority of a Member State where the information was filed pursuant to paragraphs 1 to 12 of this Article shall, by means of an automatic exchange, communicate the information specified in paragraph 14 of this Article to the competent authorities of all other Member States, in accordance with the practical arrangements adopted pursuant to Article 21.

14. The information to be communicated by the competent authority of a Member State under paragraph 13 shall contain the following, as applicable:

(a) the identification of intermediaries and relevant taxpayers, including their name, date and place of birth (in the case of an individual), residence for tax purposes, TIN and, where appropriate, the persons that are associated enterprises to the relevant taxpayer;

(b) details of the hallmarks set out in Annex IV that make the cross-border arrangement reportable;

(c) a summary of the content of the reportable cross-border arrangement, including a reference to the name by which it is commonly known, if any, and a description in abstract terms of the relevant business activities or arrangements, without leading to the disclosure of a commercial, industrial or professional secret or of a commercial process, or of information the disclosure of which would be contrary to public policy;

(d) the date on which the first step in implementing the reportable cross-border arrangement has been made or will be made;

(e) details of the national provisions that form the basis of the reportable cross-border arrangement;

(f) the value of the reportable cross-border arrangement;

(g) the identification of the Member State of the relevant taxpayer(s) and any other Member States which are likely to be concerned by the reportable cross-border arrangement;

(h) the identification of any other person in a Member State likely to be affected by the reportable cross-border arrangement, indicating to which Member States such person is linked.

15. The fact that a tax administration does not react to a reportable cross-border arrangement shall not imply any acceptance of the validity or tax treatment of that arrangement.

16. To facilitate the exchange of information referred to in paragraph 13 of this Article, the Commission shall adopt the practical arrangements necessary for the implementation of this Article, including measures to standardise the communication of the information set out in paragraph 14 of this Article, as part of the procedure for establishing the standard form provided for in Article 20(5).

17. The Commission shall not have access to information referred to in points (a), (c) and (h) of paragraph 14

18. The automatic exchange of information shall take place within one month of the end of the quarter in which the information was filed. The first information shall be communicated by 31 October 2020.'

ANNEX to point III- Extract from the Directive regarding “entry into force”

Article 2

1. Member States shall adopt and publish, by 31 December 2019 at the latest, the laws, regulations and administrative provisions necessary to comply with this Directive. They shall immediately inform the Commission thereof.

They shall apply those provisions from 1 July 2020.

When Member States adopt those provisions, they shall contain a reference to this Directive or be accompanied by such a reference on the occasion of their official publication. Member States shall determine how such reference is to be made.

2. Member States shall communicate to the Commission the text of the main provisions of national law which they adopt in the field covered by this Directive.

Article 3

This Directive shall enter into force on the twentieth day following that of its publication in the Official Journal of the European Union